

Rémi Benoît


**JEAN-CLAUDE
MAILLARD**
PDG DE FIGEAC AÉRO

Liberté et indépendance d'esprit sont un peu l'alpha et l'oméga de Jean-Claude Maillard, fondateur et dirigeant de Figeac Aéro, une ETI cotée en Bourse qui emploie 2000 personnes. Ce « patron électron libre », dont la liberté de ton tranche dans le secteur millimétré de l'aéronautique, a un parcours mouvementé. C'est un concours raté pour entrer à l'Éducation nationale, au lendemain du service militaire, qui a poussé le jeune homme de famille modeste à devenir ingénieur plutôt que professeur.

Diplômé de l'École nationale d'ingénieurs de Tarbes et après quelques années passées chez Forest-Liné puis Ratier-Figeac, Jean-Claude Maillard a décidé assez jeune de voler de ses propres ailes en montant son entreprise. Il est aujourd'hui l'une des plus grosses fortunes professionnelles d'Occitanie, selon le classement *Challenges*. Pionnier en matière de performance industrielle, il a investi 38 M € dans une usine ultramoderne à Figeac et 16 M € pour la R&D appliquée à l'usine du futur. Il a aussi remporté courant 2016 plusieurs contrats, dont deux de 16 M € avec Safran et Rolls Royce.

Aujourd'hui, Figeac Aéro est référencée par les grands donneurs d'ordres, et vise entre 650 et 750 M € de CA d'ici à 2020. Mais Jean-Claude Maillard n'a pas que des amis. Dans le milieu, on salue son parcours exceptionnel mais on critique les relations qu'il instaure avec ses fournisseurs. Réputé « dur », « il ne joue pas le jeu de la supply chain et a tendance à étouffer les sous-traitants » soufflent certains. ■ S. A. avec B. G.

Rémi Benoît


**JEAN-LUC
MOUDENC**
MAIRE DE TOULOUSE ET PRÉSIDENT DE TOULOUSE MÉTROPOLE

C'est l'heure de la mi-mandat. Au printemps 2017, Jean-Luc Moudenc, 56 ans, fêtera sa troisième année à la tête de la 4^e ville de France. Maire LR de Toulouse et président de Toulouse Métropole, il a été élu en avril 2014 en battant le maire sortant socialiste, Pierre Cohen, dans une ville qui, en 2012, avait voté à 62,5 % pour François Hollande. Plusieurs dossiers sont désormais sur le bureau du maire, notamment celui (colossal) de la 3^e ligne de métro, une promesse de campagne de l'élu que beaucoup pensent irréalisable, et qui a pourtant mis en avant la pugnacité de Jean-Luc Moudenc.

LA 3^E LIGNE, UN ENJEU POLITIQUE

La promesse d'une troisième ligne de métro reliant Colomiers à Labège en 2024 a probablement convaincu de nombreux Toulousains, excédés par les bouchons, de choisir Jean-Luc Moudenc en 2014. Le projet fait actuellement l'objet d'un débat public important, qui se terminera le 17 décembre. En juillet dernier, le maire a présenté un plan de financement de cette infrastructure énorme (le plan de mobilité de Toulouse Métropole est le plus important de France après Paris). Le coût de la ligne est estimé à 2,1 milliards d'euros,

mais le montage financier comporte des zones d'ombre, selon ses opposants. Le tracé de cette ligne a également cristallisé les tensions entre Toulouse Métropole et le Sicoval pendant plusieurs mois. Un « accord politique » a finalement été trouvé en juillet pour qu'une ligne soit construite entre Ramonville et Labège (prolongement de la ligne B). Cet accord a permis à Jean-Luc Moudenc de se présenter comme un élu de consensus (à l'époque il affirme « donner son feu vert » car « chacun fait un pas vers l'autre »), même s'il faut que cet accord, politique, n'engage aucun financement de sa part.

IDÉOLOGIQUEMENT, QUI EST-IL ?

Le positionnement politique de Jean-Luc Moudenc est parfois insaisissable. Historiquement, il se présente comme l'héritier de Dominique Baudis, dont il fut le conseiller municipal. Centriste par nature, selon ses propres termes, il a manifesté dans les rues de Toulouse contre le mariage pour tous en 2013. Jusqu'à maintenant, il a mené une politique sociale marquée par l'augmentation de 15 % des impôts locaux, la fin de la gratuité dans les cantines ou encore la baisse des subventions aux associations. Des mesures « assumées, même si elles sont impopulaires ». Sur la politique en revanche, Jean-Luc Moudenc joue la prudence et veut se consacrer aux affaires locales. Il a démissionné de son poste de député en 2014 et a quitté la présidence de l'UMP 31 en 2015. Le maire de Toulouse n'a pas non plus souhaité prendre position officiellement dans le cadre de la primaire à droite, indiquant qu'il soutiendra le candidat choisi par les militants, et que ne pas prendre parti est synonyme « d'unité et de rassemblement ». Sur le plan national enfin, la notoriété de Jean-Luc Moudenc est faible, mais il a pris l'année dernière la présidence de France Urbaine, association qui regroupe agglomérations, métropoles et grandes villes de France. Un poste clé, à l'heure de la réforme territoriale. ■ S. A.

HAUTE-GARONNE

LUCHON-SUPERBAGNÈRES / PEYRAGUDES / LE MOURTIS / BOURG D'OUEIL

HAUTE INTENSITÉ


 #tourismeHG
haute-garonnetourisme.com
